



HAL
open science

Le long chemin vers la résistance active aux dictatures : Pierre Brossolette et la Guerre d'Espagne

Guillaume Piketty

► To cite this version:

Guillaume Piketty. Le long chemin vers la résistance active aux dictatures : Pierre Brossolette et la Guerre d'Espagne. Europe. Revue littéraire mensuelle, 2022, 118-119-120, pp.122-130. <hal-03712834>

HAL Id: hal-03712834

<https://sciencespo.hal.science/hal-03712834v1>

Submitted on 4 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Le long chemin vers la résistance active aux dictatures : Pierre Brossolette et la Guerre d'Espagne

Guillaume Piketty

Centre d'Histoire (CHSP), Paris, France

In : *Europe. Revue littéraire mensuelle* (ISSN : 0014-2751), 2022, n° 118-119-120, p. 122-130

La guerre d'Espagne heurta de plein fouet le système politico-diplomatique européen du milieu des années 1930, obligeant les uns et les autres à se déterminer aussi bien à titre personnel qu'au sein des organisations auxquelles ils appartenaient. D'importantes mutations intellectuelles et politiques en découlèrent. Le journaliste Pierre Brossolette en fournit un bon exemple qui, en quelques années, abandonna ce qu'il portait encore en lui du pacifisme briandiste de la décennie précédente pour se transformer en un homme résolu à lutter coûte que coûte. Dans son cas, une seconde crise joua également, liée à la situation de l'Europe centrale et plus spécifiquement de la Tchécoslovaquie. C'est aux aggiornamentos successifs de Brossolette à la lumière des drames espagnol et centre-européen que le présent texte est consacré.

Journaliste et militant

Ancien élève de la rue d'Ulm, agrégé d'histoire, le jeune Pierre Brossolette¹ fit partie durant les années 1920 des cercles qui, à la suite d'Aristide Briand, militèrent en faveur de la Société des Nations (SDN), du désarmement et de la paix par le droit, du rapprochement franco-allemand et du projet de Fédération européenne. Devenu journaliste, il commença par écrire dans les colonnes du *Quotidien*, de *Notre temps*, du *Progrès civique* et de la *Renaissance politique*. D'abord proche des Jeunes Turcs du Parti radical, il rejoignit la SFIO au printemps 1930. Il y milita à Paris puis, à partir de 1932, au sein de la fédération de l'Aube dont il prit la tête. Après avoir flirté avec le groupe planiste (1933-1934), il se rapprocha en 1935 de la Bataille socialiste² de Jean Zyromski sans pour autant jamais remettre en cause son adhésion à la personne de Léon Blum. Au mitan des années 1930, devenu spécialiste de politique internationale, il collaborait notamment à *L'Europe nouvelle*, à *L'Excelsior*, à *La République* et à *La Terre Libre*. Il avait en revanche rompu avec Jean Luchaire et *Notre Temps* en août 1934, sur la question des liens du journal avec l'Allemagne hitlérienne. Sans illusion sur les ambitions et la dangerosité des régimes fasciste et nazi, qu'il abhorrait, révolté par l'agression italienne en Éthiopie, ulcéré par la remilitarisation de la Rhénanie, il persistait pourtant à défendre les principes de la SDN, à espérer en les mécanismes du Covenant, et à plaider en faveur de la sacro-sainte alliance anglaise.

La victoire du Front populaire et l'arrivée au pouvoir du gouvernement Blum donnèrent un nouvel élan à sa carrière. De septembre 1936 à l'été 1937, il collabora au bureau de presse de la Présidence du conseil en charge de produire une revue des journaux parisiens, provinciaux

¹ Il était né le 25 juin 1903.

² Fondée en 1927 et située à la gauche de la SFIO, cette tendance interne de la « Vieille maison » se signala notamment, jusqu'en 1933, par son refus de participer au régime parlementaire dit « bourgeois ».

et internationaux, de rédiger et diffuser les communiqués de la présidence, et d'animer les réunions avec les journalistes accrédités. Surtout, à la fin d'octobre 1936, il devint secrétaire du comité de rédaction du Radio-Journal de France de Radio-PTT³ et prit la responsabilité de la chronique de politique étrangère du Radio-Journal. Jusqu'au début de février 1939, pendant sept minutes chaque soir à partir de 19 heures, il présenta un tour d'horizon de la situation internationale intitulé « Une journée dans le monde ». Choisi à trente-trois ans, malgré son inexpérience du monde radiophonique, pour parler au micro de la radio d'État, il s'imposa peu à peu comme une des « voix » des ondes françaises, régulièrement écouté et tout autant apprécié que critiqué, voire détesté. Mais cette position enviée fut également synonyme de contraintes imposées à sa liberté de parole.

La non-intervention puisqu'il le faut (été 1936 – été 1937)

De l'été 1936 à la fin du mois de juin 1937, Pierre Brossolette écrivit et dit son soutien au gouvernement Blum. Largement en accord avec les options de politique internationale développées par le leader socialiste, il avait de surcroît accès au détail des dossiers et pouvait donc prendre la pleine mesure de la complexité des choses. De loin en loin cependant, il ne s'interdit pas d'interroger, au moins officieusement, telle ou telle orientation gouvernementale, et resta proche de la Bataille socialiste. Il n'en approuva pas moins le gouvernement lorsque celui-ci prit acte de l'échec des sanctions imposées à l'Italie à la suite de son agression de l'Éthiopie. De même, soucieux de la préservation de l'alliance anglaise, Brossolette finit par entériner la remilitarisation de la Rhénanie. De façon davantage prospective, et tout en continuant de plaider pour le contrôle des armements, il se fit l'avocat d'une « organisation régionale de l'assistance militaire mutuelle⁴ » qui viendrait compléter les dispositions adoptées par la SDN.

Durant l'été 1936, la guerre d'Espagne s'imposa peu à peu au cœur de ses préoccupations. De prime abord, il voulut distinguer « neutralité » et « non intervention ». A ses yeux, la première était « une affaire de gouvernements » qui « par une déclaration commune (...) s'interdiraient (...) d'intervenir en aucune façon dans la guerre civile espagnole à l'aide de leurs forces militaires, navales ou aériennes ». Il ne lui semblait cependant « ni utile, ni possible, ni désirable d'interdire à des particuliers ou à des groupements privés le droit de manifester leur sympathie à l'un des deux partis, de leur envoyer des fonds, des vivres ou des vêtements ». Compte tenu de « l'existence en Espagne d'un corps de troupes comme la Légion étrangère », il lui paraissait « même impossible d'interdire à des volontaires d'aller s'enrôler parmi les combattants⁵ ». Bien que de tout cœur avec le « gouvernement légal de la nation amie⁶ », il se fit ainsi l'avocat d'une neutralité absolue des gouvernements éventuellement concernés par la lutte fratricide. Au cours du mois d'août cependant, et même s'il n'était dupe ni des agissements italiens en Espagne ni de l'attitude du Reich dans « l'imbroglio diplomatique provoqué par la guerre civile espagnole⁷ », il opta pour le soutien à la politique de non-intervention.

Plus largement, il se déclara favorable au plan quadriennal pour l'armement annoncé le 7 septembre par le gouvernement français. L'automne le vit également tirer le constat de l'inexistence de la SDN dans l'affaire espagnole : d'autres voies devraient être approfondies,

³ La radio nationale française.

⁴ Pierre Brossolette, « Les projets de paix du gouvernement », *L'Europe Nouvelle*, 27 juin 1936, p. 651-653.

⁵ Pierre Brossolette, « Neutralité et non-intervention » *La République*, 8 août 1936, p. 3.

⁶ Pierre Brossolette, « La solidarité franco-anglaise », *ibid.*, 11 août 1936, p. 3.

⁷ Pierre Brossolette, « Le voyage à Berlin de Sir Robert Vansittart », *ibid.*, 15 août 1936, p. 3.

ou trouvées, pour assurer la sécurité de la France, au premier rang desquelles l'alliance avec la Grande-Bretagne et des assurances renouvelées aux alliés d'Europe centrale et orientale.

Au terme de ce qu'il lui était arrivé de qualifier d'année « la plus désastreuse (...) depuis la guerre⁸ », il avait donc entrepris de réviser sa doctrine de politique étrangère. De plus en plus convaincu qu'il fallait regrouper ce qu'il appelait « le bloc des démocraties » en face de la menace, il s'orientait vers la fermeté. Contraint par sa proximité du gouvernement de Front populaire à tempérer ses propos, il n'hésitait cependant jamais à jouer des facilités offertes par la radio : certains messages qu'il lui était impossible de traduire en mots pouvaient en revanche être transmis par d'éloquents variations de ton. En février 1939, il affirma ainsi à propos de ses chroniques radiodiffusées : « J'ai toujours cru, et je crois plus que jamais, que l'émission radiophonique a le droit, qu'elle a le devoir d'être émouvante. Sans forcer les mots, sans même parfois les employer, je n'ai jamais caché le caractère poignant de certaines nouvelles⁹ ».

Au cours du printemps 1937, Pierre Brossolette commença à plaider ouvertement pour l'idée de résistance passive des démocraties. Emmenées par la France et l'Angleterre, celles-ci devaient demeurer fermes sur leurs positions et attendre que l'Allemagne et l'Italie, rattrapées par leurs difficultés intérieures, aillent à Canossa¹⁰. Dans cette perspective, une attention spécifique devait être accordée à l'Europe centrale et orientale ainsi qu'aux liens avec l'URSS. En une année notamment marquée au fer par la crise espagnole, la doctrine de politique étrangère de Brossolette avait ainsi substantiellement évolué. Elle s'organisait désormais autour de trois idées maîtresses : constituer un bloc des démocraties, promouvoir la résistance passive dudit bloc face aux régimes fasciste et nazi, donner par une détermination sans faille la preuve de la vitalité du concept démocratique.

Vers la résistance active des démocraties (été 1937 – été 1938)

La chute du premier gouvernement Blum¹¹ rendit à Pierre Brossolette une certaine liberté de parole. De cœur avec les républicains espagnols, il continuait malgré tout à plaider en faveur de la non-intervention assortie du contrôle. De toute évidence, cependant, un relâchement de cette politique ne l'aurait pas troublé. Durant l'automne 1937 et l'hiver 1938, il évoqua même à plusieurs reprises l'éventualité que la France ré-ouvre sa frontière pyrénéenne. Hostile à la politique d'*appeasement* qu'il considérait comme inique et dangereuse, il critiqua vertement la nomination d'agents consulaires britanniques auprès du général Franco sous le prétexte de « défendre *matériellement* les intérêts *matériels* britanniques dans la péninsule¹² ». Durant cette période, il dénonça sans relâche les politiques et les méthodes allemandes et italiennes, en Espagne notamment, tout en perdant le peu de foi qu'il lui restait encore en la SDN. Surtout, face à l'aggravation de la situation internationale, il monta d'un cran dans l'idée de résistance : puisque la politique de conversations avec les dictatures revenait à leur laisser le champ libre et à céder après chaque coup de force, sous peine de déclencher un conflit, il fallait tenter d'amener l'Allemagne et l'Italie à composition en leur imposant une « strangulation¹³ » efficace. Il revenait à Paris de jouer un rôle moteur en la matière et d'entraîner Londres dans son sillage.

⁸ Pierre Brossolette, « Le service de deux ans en Allemagne », *ibid.*, 26 août 1936, p. 3.

⁹ *Radio Liberté*, 10 février 1939, p. 2.

¹⁰ Cf. Pierre Brossolette, « Les oscillations de l'axe Rome-Berlin », *L'Europe Nouvelle*, 6 mars 1937, p. 219-221.

¹¹ Le 21 juin 1937.

¹² Pierre Brossolette, « L'Angleterre et le général Franco », *L'Europe nouvelle*, 13 novembre 1937, p. 1096-1097.

¹³ Pierre Brossolette, « Après la démission de M. Eden. Il faut 'tenir' encore six mois ou un an », *L'École libératrice*, 26 février 1938, p. 469-470.

Aux yeux de Brossolette, la résistance devait s'exprimer sur deux points essentiels, la question coloniale et l'Europe centrale¹⁴. L'indépendance de la Tchécoslovaquie et celle de l'Autriche faisaient à cet égard l'objet d'une attention toute particulière de sa part. Une fois l'Anschluss réalisé, opération qu'il dénonça avec la dernière vigueur, il préconisa que soient données à la Tchécoslovaquie « des garanties telles que Hitler ne puisse même plus songer à lui faire subir le sort de l'Autriche¹⁵ ». Heureux de la nomination de Joseph Paul-Boncour au Quai d'Orsay et de l'esprit de résistance que celui-ci voulut insuffler à la diplomatie française sous l'autorité de Léon Blum, Pierre Brossolette réalisa néanmoins rapidement, comme le nouveau ministre, qu'adresser un ultimatum à Franco, voire intervenir militairement aux Baléares ou au Maroc espagnol, constituerait un *casus belli* avec le Reich et l'Italie. Il approuva donc le maintien du *statu quo* dans la politique espagnole de la France. S'il se félicita que le gouvernement Blum ait placé la défense nationale au premier plan de ses préoccupations, il désapprouva en revanche l'idée de reprendre des conversations avec une Italie mussolinienne en qui il n'était, selon lui, plus possible d'avoir confiance. Notons toutefois que, bien que pénétré de la gravité de ce qui se jouait en Espagne, lucide sur les agissements italiens et allemands dans la péninsule ibérique, désolé par les dissensions internes du camp républicain, et attentif au succès, même temporaires, de ce dernier, à Teruel notamment, il avait durant cette période fait passer le conflit espagnol au second plan derrière la question centre-européenne.

Sceptique sur la politique intérieure du gouvernement Daladier, il le soutint en revanche nettement, à ses débuts au moins, sur les questions internationales. Plus convaincu que jamais de l'importance du dossier tchécoslovaque, il considérait que seul un front commun entre Prague, Londres, Moscou et Paris permettrait d'arrêter l'Allemagne, et pensait que Daladier tiendrait bon. A ce stade, la résistance passive s'était décidément transformée en une politique de fermeté pour éviter un conflit dont Brossolette n'excluait cependant plus qu'il pût se déclencher. Depuis la fin de l'automne 1937, on l'a vu, il plaidait en faveur d'une grande alliance des nations pacifiques fondée sur les amitiés traditionnelles de la France et sur le pacte franco-soviétique, et recommandait que Paris honore ses pactes d'assistance plutôt que de se contenter d'attendre derrière la ligne Maginot. Convaincu de la dimension mondiale de la lutte en cours pour la démocratie, la liberté et la paix, il comptait sur l'appui américain. Le pacifiste briandiste s'était transformé en un partisan de la résistance active.

Quand viendra « le jour de l'inévitable revanche »¹⁶ (automne 1938 – été 1939)

Dès le tout début d'octobre 1938, il critiqua avec vigueur les accords de Munich. En novembre, à la demande de Blum, il prit en charge la rubrique de politique extérieure du *Populaire*. Au fil de ses articles quotidiens¹⁷, il plaida inlassablement pour une politique étrangère de fermeté et critiqua sans relâche l'action du cabinet Daladier. La sanction ne se fit pas attendre longtemps : au cours de l'hiver 1939, il perdit le poste de rédacteur en chef des services étrangers de l'agence de presse Agence Radio, qu'il occupait depuis le moins d'avril précédent, et fut interdit d'antenne à Radio-PTT. Par ailleurs, au sein de la SFIO, il fit partie

¹⁴ Cf. Pierre Brossolette, « La montée des périls », *L'Europe nouvelle*, 6 novembre 1937, p. 1071-1072, cité p. 83-89, in Pierre Brossolette, *Résistance (1927-1943)*, Textes rassemblés et commentés par Guillaume Piketty, Paris, Odile Jacob, 1998.

¹⁵ Pierre Brossolette, « Ce qu'il faut faire pour réparer les folies de M. Flandin et de M. Chamberlain », *La Terre Libre*, 19 mars 1938, p. 2

¹⁶ Pierre Brossolette, « La Catalogne a succombé », *Le Populaire*, 6 février 1939, p. 1 et 3, cité in Pierre Brossolette, *Résistance... op. cit.*, p. 97-100.

¹⁷ Jusqu'au 23 août 1939.

des fondateurs de la tendance « Agir », qui se proposait de rénover la « vieille maison » tout en promouvant une politique étrangère de courage et de ferme volonté au service de la paix.

Si l'évolution de la situation en Europe centrale avait précipité la mue de Pierre Brossolette, les derniers temps de la crise espagnole en révélèrent l'ampleur. A la mi-décembre 1938, il plaida pour qu'à défaut d'armes, la France fournisse du blé aux républicains. Au mois de janvier suivant, il protesta contre l'idée d'envoyer un ambassadeur à Burgos et recommanda l'abandon pur et simple de la politique de non-intervention. La veille de la chute de Barcelone¹⁸, il réclama que la France rouvre sa frontière pyrénéenne pour laisser passer l'exode de celles et ceux qui fuyaient les forces franquistes : « Nous avons déjà laissé une partie de notre sécurité dans les affaires d'Espagne. Nous n'avons pas le droit d'y laisser aussi ce qui nous reste de dignité¹⁹ ».

Dans sa dernière chronique au micro de Radio-PTT, il insista sur le sort épouvantable des « malheureux réfugiés de l'Espagne républicaine »²⁰. Le 6 février, il rendit hommage dans les colonnes du *Populaire* aux combattants de la Catalogne vaincue :

(...) Vainqueurs, ils seraient entrés dans l'histoire comme les volontaires de 1792. Vaincus, ils y entrent comme les héros de la Commune de Paris et de la Commune de Vienne. En eux se perpétue la tradition des ouvriers qui sont tombés sur les barricades de 1871 et de ceux que les balles de la Heimwehr ont couchés sur les marches du Karl Marx Hof. Et la ferveur populaire les enveloppera de la même piété.

Que nul ne s'imagine, d'ailleurs, que leur sacrifice sera vain. (...) Franco peut croire qu'il a triomphé parce qu'il a conquis des ruines et des charniers. Mais la flamme, il ne l'a pas conquise. Il ne l'a pas éteinte. Elle reste vivante au milieu des survivants de l'armée catalane. Et tant pis pour ceux qui croient qu'elle mourra : ils la reconnaîtront lorsqu'elle illuminera le jour de l'inévitable revanche²¹.

Dans les semaines qui suivirent, alors que les derniers défenseurs de Valence et de Madrid se préparaient à mourir pour l'honneur, il s'insurgea contre le vote de la reconnaissance de Franco par la Chambre des députés. A ses yeux, la fin du conflit espagnol avait toutes les chances d'être « le signal de la grande offensive diplomatique de l'Axe en Europe ». En assurant au Caudillo la victoire totale, on ne faisait que « hâter l'heure de ce redoutable assaut²² ».

Ferme partisan d'une politique de résistance coordonnée des démocraties qui, seule, pourrait contraindre Rome et Berlin à négocier, il se réjouit du début des pourparlers anglo-franco-soviétiques. Plus que jamais en effet, « le vrai chemin de la sauvegarde de la paix et de la liberté du monde²³ » passait par la formation d'un front commun entre la Grande-Bretagne, la France, l'URSS et les États-Unis, front appuyé dans l'Est de l'Europe par celles des puissances qui se sentaient menacées. En d'autres termes, il fallait faire bloc et tenir bon, au risque éventuel de la guerre.

Conjugué au triste sort de l'Espagne républicaine, le coup de force allemand en Tchécoslovaquie de la mi-mars avait ainsi achevé de faire basculer Brossolette. Jusqu'à la mi-juin, celui-ci espéra que Londres, Paris et Moscou trouvent un accord, avant de déchanter. Le

¹⁸ Le 26 janvier 1939.

¹⁹ Pierre Brossolette, « L'heure cruciale de la Catalogne », *Le Populaire*, 25 janvier 1939, p. 1 et 3.

²⁰ *Radio Liberté*, Paris, 10 février 1939, p. 2.

²¹ Pierre Brossolette, « La Catalogne a succombé », *op. cit.*

²² Pierre Brossolette, « Un scandale : la reconnaissance de Franco », *Le Droit de vivre*, 25 février 1939, p. 1 et 2.

²³ Pierre Brossolette, « Et voici l'Angleterre résolue à constituer *Le Bloc des démocraties* », *Le Populaire*, 20 mars 1939, p. 3.

traitement par la France de la question de l'or espagnol²⁴ le laissa enragé. En cédant ainsi à Franco, le gouvernement français finançait « purement et simplement l'agression contre laquelle il s'effor[çait] par ailleurs de constituer un front si laborieux et si onéreux²⁵ », et ce sans aucun espoir de détacher l'Espagne franquiste de l'Axe²⁶. Au fil de l'été, sa résolution ne cessa de se renforcer. A la fin août, il n'eut pas de mots assez durs pour condamner le pacte germano-soviétique. Puisque, depuis longtemps, il n'était plus envisageable de céder, l'accord entre le Reich et l'URSS imposait une attitude et une seule : se battre.

Conclusion

Rappelé sous les drapeaux le 23 août 1939, le lieutenant puis capitaine Brossolette parvint dix mois plus tard à échapper à la captivité, posant ainsi un premier acte de refus. Démobilisé, interdit de journalisme et d'enseignement public en raison de ses engagements d'avant-guerre, il acheta une librairie parisienne avec son épouse Gilberte. Engagé en résistance au début de mars 1941, il rejoignit en novembre le réseau Confrérie Notre-Dame (CND) de Gilbert Renault-*Rémy* au sein duquel il entreprit d'animer la section presse et propagande. La qualité de ses rapports et des liaisons qu'il permit de tisser entre la résistance intérieure et la France libre conduisirent les responsables de cette dernière à lui proposer de venir à Londres pour consultation.

Parvenu dans la capitale anglaise à la fin d'avril 1942, il prit rapidement une grande influence au cœur des services secrets français libres. Au fil de trois missions clandestines²⁷, il s'imposa comme un très efficace représentant de la France combattante auprès des organisations de résistance puis comme le coordinateur de l'action des principaux mouvements de zone nord. De la fin mai à la fin juillet 1943, à Londres, il mit son verbe au service de la lutte résistante. En ces occasions, il lui arriva de retrouver les accents à la fois poignants et combattifs de ses derniers textes sur l'Espagne républicaine agonisante²⁸. Le 3 février 1944, il fut arrêté en Bretagne. Transféré à Paris dans la nuit du 19 au 20 mars, torturé pendant deux jours et demi au 84 avenue Foch²⁹, il se défenestra le 22 mars pour s'assurer de ne pas parler. Il mourut dans la soirée.

Rien n'était écrit en 1939 de ce flamboyant parcours en résistance. En d'autres termes, le désastre de 1940 et ses conséquences immédiates jouèrent un rôle déterminant. Pour beaucoup, ils rebattirent les cartes. Pour d'autres, ils finirent de tremper une résolution. Tel fut le cas de Pierre Brossolette, parachevant une mue entamée sous le double signe de la guerre d'Espagne et de la crise centre-européenne. Le 22 mars 1944 dans l'après-midi, une infirmière reconnut la voix de l'homme brisé et délirant qui venait d'être transporté au pavillon chirurgical de la Pitié : elle appartenait à quelqu'un dont les propos et le ton à la radio, avant la guerre, l'avaient régulièrement émue et marquée. Ainsi identifié grâce à un lointain écho des crises de la fin des années trente, le chantre des « soutiers de la gloire »³⁰ entama alors son long chemin vers le Panthéon.

²⁴ L'or déposé à la Banque de France fut rendu à l'Espagne le 21 juillet en échange de la neutralité espagnole.

²⁵ Pierre Brossolette, « L'or espagnol », *Le Populaire*, 22 juin 1939, p. 1 et 3.

²⁶ Cf. Pierre Brossolette, « La décision funeste », *Le Populaire*, 27 juin 1939, p. 3.

²⁷ Juin-septembre 1942 ; janvier-avril 1943 ; septembre 1943-février 1944.

²⁸ Voir par exemple « Hommage aux morts de la France combattante », 18 juin 1943, in Pierre Brossolette, *Résistance... ibid.*, p. 213-216.

²⁹ Quartier-général du SD nazi.

³⁰ « Saluez-les, Français ! Ce sont les soutiers de la gloire », 22 septembre 1942, in Pierre Brossolette, *Résistance... ibid.*, p. 141-144.